Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Parait le mercredi **N° 26 - NOUVELLE SERIE - 5e ANNEE - 20 MAI 1968** **PRIX MINIMUM : 0,50 F**

DANS LES ENTREPRISES EN GRÈVE

(Voir page 2)

VIVE LA GREVE GENERALE

A BAS L'ETAT GAULLISTE POLICIER ET REACTIONNAIRE

CE QUE FUT JUIN 36

Renault (Billancourt) en juin 36 (Photo Viollet)

La lutte des étudiants qui ont fait reculer le pouvoir et ses C.R.S., a eu par ses développements, la grève et les manifestations du 13 mai, d'immenses répercussions.

Partout, dans tout le pays, la grève s'étend. Partout ce sont les travailleurs, en particulier les jeunes travailleurs, qui ont pris l'initiative des mouvements et l'initiative des occupations d'entreprises.

Toutes les barrières ont cédé : plus question de primes anti-grève, plus question de préavis, rien n'a arrêté les travailleurs.

Les travailleurs, qui ont compris, grâce à la lutte des étudiants et à la journée du 13 mai, combien le pouvoir était faible face à la détermination des opprimés, donnent aujourd'hui libre cours à leur colère contenu depuis dix ans.

Et c'est en quoi cette grève est une grève politique. Il faut en avoir nettement conscience.

C'est si vrai qu'elle aura probablement des répercussions sur le plan politique. Il n'est pas impossible que Pompidou cède la place à un autre gouvernement, peut-être composé par la Fédération de la Gauche et ses alliés.

De Gaulle sait qu'il s'agit d'une grève politique et la bourgeoisie française préfèrera faire appel à l'opposition, sa dernière planche de salut, plutôt que de risquer un affrontement pouvant déboucher sur la révolution.

Mais les travailleurs ne sont pas seulement entré en lutte pour voir Mitterrand remplacer Pompidou au gouvernement.

Il y a un certain nombre de revendications minimum sans lesquelles les travailleurs feraient un marché de dupes.

N'oublions pas que les hommes politiques de la Fédération de la Gauche défendent la bourgeoisie autant que Pompidou : Pompidou en utilisant d'abord la manière forte et après la flatterie, Mitterrand ou Guy Mollet en utilisant la flatterie d'abord, la manière forte ensuite.

Jules Moch, qui fut ministre socialiste à l'Intérieur et qui dirigea la répression contre les mineurs en 1948, écrivait hier : « le gouvernement doit démissionner après avoir dissous l'Assemblée comme le lui a demandé la F.G.D.S. Cette décision rétablirait instantanément le calme ; les occupants rentreraient chez eux : le travail reprendrait. »

TRAVAILLEURS,

N'en déplaise à Jules Moch, les occupants ne rentreront pas chez eux, le travail ne reprendra pas avant qu'au moins les travailleurs aient obtenu pleine et entière satisfaction sur les revendications suivantes :

1° - Pas de salaire inférieur à 1 000 F.

2° - Retour immédiat aux 40 heures (ou moins, partout où c'est possible) sans diminution de salaire, avec répartition du travail entre tous.

3° - Paiement intégral des heures de grève, sans lequel le droit de grève ne signifie rien.

4° - Libertés syndicales et politiques entières dans les entreprises : droit de libre circulation de la presse et des idées, droit de réunion pour tous, à l'intérieur des entreprises.

TRAVAILLEURS,

Nous ne devons pas nous contenter de promesses.

En avant, vers un nouveau 36, mais un 36 dont nous ne nous laisserons pas arracher les victoires trois ans après par ceux-là mêmes que nous avions portés au pouvoir.

l'Etat fort a dû baisser pavillon

la classe ouvrière peut le briser

Depuis dix ans un pouvoir qui se voulait « fort » dominait la vie politique française Le gaullisme se présentait lui-même comme quelque chose d'intouchable. Les ministres qui composent l'appareil exécutif de l'Etat, c'est-à-dire celui qui dirige et donne des ordres, se voulaient des technocrates dont la morgue, l'autoritarisme voulaient rejoindre ceux du grand patron, de Gaulle. Du haut en bas de l'appareil d'Etat c'était la mise au pas de tout le personnel. Et dans l'ensemble du pays, l'Etat «fort» se chargeait de mettre son «ordre» dans le peu de libertés existantes et se chargeait de dresser tant les jeunes que les adultes.

Cette image de l'Etat « fort » gaulliste était entretenue par le grand Parti Communiste Français qui expliquait à longueur de colonnes de l'Humanité et à longueur de tracts, que du point de vue revendicatif on ne pouvait rien faire tant qu'on avait un tel pouvoir. Que ce qu'il fallait dire c'était d'attendre les élections suivantes afin de « bien voter » et d'amener ainsi éventuellement une majorité de gauche qui, elle, entrainerait la formation d'un gouvernement dit « de gauche »...

Or, soudain, en une journée, le pouvoir fort devant qui tout le monde tremblait, le pouvoir fort que les grandes centrales ouvrières ne voulaient pas affronter, a reculé.

Il a dû reculer devant la détermination de quelques milliers de jeunes gens qui n'acceptaient pas de plier sous la répression, qui ne se laissaient pas mater par le coup de filet opéré en Sorbonne le vendredi 4 mai, pour les intimider.

En effet, le 6 mai, on voyait ces jeunes gens tenir tête aux forces de l'« ordre » ou forces de répression, les faire courir dans tout Paris, les affronter et leur résister sans faiblir.

(Suite en page 2)

Jeunes

Et nous faisons aujourd'hui plus particulièrement appel à tous les jeunes travailleurs :

JEUNES, qui ne voulez pas moisir toute votre vie,

JEUNES, qui voulez changer la société et vous changer vous-mêmes,

JEUNES, qui ne voulez plus que n'importe qui ait le droit de vous dire ce qu'il faut faire ou ne pas faire, à partir d'aujourd'hui relevez la tête ! Battez-vous quand on vous méprise ou quand on vous injurie et apprenez à aller chercher ce qu'on vous refuse.

JEUNES TRAVAILLEURS, les idées des « gauchistes » tiennent en peu de mots : « Cette société est pourrie, il faut la foutre par terre et en construire une autre » !

Cela ne se fera pas sans difficultés sans heurts, mais cela se fera maintenant ou dans cinquante ans, quand vous serez encore jeunes ou quand vous serez édentés!

Alors, à vous de choisir, et de toute façon, croyez bien qu'il vaut mieux être dans le camp de ceux qui se battent, et que, la quinzaine dernière, la place la plus enviable était sur les barricades et non à l'atelier ou au bureau.

Il vaut mieux à tout prendre, être un «gauchiste irresponsable» qu'un de ceux qui, la quinzaine dernière, les vitupéraient, et lundi dernier les ont suivis sur dix kilomètres.

JEUNE TRAVAILLEUR, nos permanences (dont tu trouveras la liste complète dans le journal « VOIX OUVRIERE ») te sont ouvertes, et, peut-être pour peu de temps, peut être pour longtemps, la Sorbonne te l'est aussi.

JEUNE TRAVAILLEUR, nous t'attendons.

A NOS LECTEURS

Etant donné les circonstances, VOIX OUVRIERE parait 24 heures plus tôt que son jour habituel, le nombre de pages est réduit pour permettre cette parution anticipée.

Une autre édition paraîtra sur quatre pages aussi en milieu de semaine, sauf cas d'impossibilité, afin de nous permettre de suivre au plus près l'actualité.

Par suite des grèves, VOIX OUVRIERE n'est pas diffusée partout, faites-la circuler au maximum. Affichez-la, surtout dans les entreprises.

Comment ont démarré les grèves et

RENAULT BILLANCOURT

LE lundi 13 mai l'usine avait débrayé à 80 % malgré les clauses « anti-grève » qui règlent la prime trimestrielle. Cela ne s'était pas vu depuis 20 ans, ce qui avait chauffé le moral de tous.

Et le jeudi, les travailleurs apprenaient que l'usine Renault de Cléon était occupée et que le drapeau rouge flottait sur Flins. Le matin tout le monde discute dans les ateliers mais rien ne se fait.

A 12 h 45, la C.G.T. organise un meeting Place Nationale sans rien proposer d'autre que de relancer les habituelles grèves tournantes. Il y a peu de monde. Mais un jeune étudiant de la FER tente avec un porte-voix de se faire entendre, pour dénoncer l'action des staliniens qui ont fait renvoyer un travailleur révolutionnaire dans une petite usine de Billancourt. Les ouvriers se rassemblent, écoutent et discutent.

Un militant C.G.T. reprend les vieilles calomnies, et lance alors que les CRS sont à Marcel-Sembat et que c'est le jeune de la FER qui les a appelés ! Cela ne convainc personne.

C'est la reprise à 13 h. L'atmosphère est assez chaude. Vers 14 h, au département 70, des jeunes commencent à quitter le travail et à se répandre dans tout l'atelier sous l'impulsion de camarades de V.O.

Partout les travailleurs sortent, tout le monde est surpris par la rapidité du mouvement. Les jeunes crient : « Débrayez » et «occupation». L'AOC débraye puis le 59. Il est 15 h 30, Sylvain, secrétaire C.G.T. vient avec micro, voitures de sonorisation, etc., arrêter les grévistes et dire « camarades, nous ne sommes pas assez, reprenez le travail, nous verrons demain pour une grève d'une journée ». Il est hué. Un autre C.G.T. prend la parole de façon peu habile et finit par inviter les jeunes à aller vers les autres départements. Le cortège se divise et passe un par un dans tous les ateliers. Les militants syndicaux sont tout à fait débordés.

Mais à 17 h, aux forges, Halbeher, secrétaire général de la C.G.T. Renault, blanc comme un linge, annonce : « Le syndicat C.G.T. a décidé l'occupation de l'usine et vous convie à un meeting dans l'Ile ».

Dans la soirée, les barricades s'organisent spontanément. Le lendemain, la police de l'usine et les gardiens décidaient de se joindre à la grève. Le syndicat avait repris le mouvement. Il en garde pour l'instant le contrôle.

RENAULT FLINS

LUNDI 13 mai, les ouvriers de l'usine Renault de Flins, avaient trouvé la porte fermée. La Direction les mettait donc en grève qu'ils le veuillent ou pas.

Le mercredi, les ouvriers de l'usine de Cléon décident d'occuper l'usine. Le même jour les syndicats de Flins lancent un mot d'ordre de deux heures. Les travailleurs mécontents de ce que la Direction n'a pas encore fait savoir si la journée de lundi sera ou non récupérée le samedi, si elle sera retenue ou non, le débrayage est assez bien suivi. Dans certains secteurs, parmi les ouvrières en particulier, les gens qui n'avaient jamais jusque là suivi les grèves dont les syndicats de Flins étaient aussi friands qu'ailleurs, ont arrêté le travail, parce qu'ils « en avaient marre » des cadences insupportables, encore récemment augmentées.

Le jeudi, les syndicats de Flins donnent un mot d'ordre de débrayage d'une heure par solidarité avec les ouvriers de Cléon qui occupent l'usine depuis 24 heures bientôt. Il n'est alors pas question pour eux de les imiter en quoi que ce soit.

Mais parmi ceux qui sortent sur l'esplanade située devant l'usine et qui trouvent la grille fermée, il y a une forte proportion de jeunes, dont certains sont allés rendre visite aux étudiants à la Sorbonne. Ils sont « chauds », en colère, et quand ils retournent vers l'usine c'est pour faire débrayer les ateliers qui sont au travail. La nouvelle se répand comme une traînée de poudre : « les gars viennent nous faire débrayer ». Ils sont à peine rentrés dans les ateliers où travaillent encore des gens que ceux-ci les rejoignent. Les travailleurs étrangers qui constituent une forte proportion des ouvriers suivent comme les autres.

Bientôt l'usine est silencieuse. Le drapeau rouge flotte sur le « bagne Flins ».

Les syndicats se trouvent devant le fait accompli. Leur mot d'ordre de grève de solidarité d'une heure s'est transformé sans qu'ils soient intervenus d'aucune façon en grève illimitée avec occupation d'usine.

RENAULT-CLEON

MERCREDI 15 mai, la C.G.T. et la C.F.D.T. décident une grève d'une heure pour imposer des négociations. La grève est bien suivie pour Cléon et dure plutôt 2 heures que 1 heure (35%) au quart du matin comme à celui de l'après-midi. Dans l'après-midi, il y a deux tentatives de discussion avec la direction qui échouent. Les délégués en rendent compte à 150 ouvriers, surtout des jeunes, qui veulent savoir ce qu'il en est. Devant le résultat, ils sont pour la poursuite de la grève. Les syndicats ne vont pas contre leur volonté. Ils se promènent dans les ateliers avec un haut-parleur pour entrainer les autres dans la grève. Plusieurs centaines se mettent en grève. A minuit, entrevue avec le directeur qui menace de supprimer la prime de vacances. Cela ne fait qu'accentuer la détermination des grévistes : Organisation de piquets de grève. 3 heures du matin: tentative de médiation du ministre du Travail sans résultat. A 5 heures, les gars de l'équipe du matin sont mis au courant et on réorganise les piquets avec eux. Pendant la nuit des ouvriers ont travaillé à mettre le métal en lingots pour que les creusets ne soient pas fichus. Pour toutes les décisions, les syndicats ont suivi ce que demandaient les gars.

N.M.P.P.

MERCREDI dernier, pendant toute la matinée, les cadences, qui depuis longtemps déjà ont augmenté, ont été particulièrement intolérables. L'équipe du matin a pourtant effectué son travail. Mais le mécontentement était grand...

A 13 heures, quand arrive l'équipe suivante un mots d'ordre, ou plutôt une « chansonnette » commence à

De haut en bas et de gauche à droit Renault (Billancourt), Sud-Aviation l'Ecole Boule (Paris), Cha

CE QUE FUT JUIN 36

LA vague de grève, qui déferla sur toute la France en juin 36, démarra en province début mai. Chez Bréguet au Havre et à l'autre bout de la France, chez Latécoère à Toulouse. Le patronat ayant voulu licencier des travailleurs qui avaient fait grève le 1er mai, leurs camarades arrêtent le travail et décident d'occuper l'usine. Ils obtiennent rapidement satisfaction sur la réintégration, et chez Bréguet imposent même le paiement des heures de grève.

Ces deux grèves restent purement locales, la presse socialiste, communiste ou syndicale n'en parle pas.

Le 14 mai, les travailleurs de l'usine Bloch à Courbevoie qui revendiquent un relèvement des salaires occupent à leur tour leur entreprise. La direction cède.

L'exemple de ces succès est contagieux. Le 26 mai des mouvements semblables éclatent chez Nieuport à Issy-les-Moulineaux, chez Lavalette, à Saint-Ouen, chez Hotchkiss, aux imprimeries Crété à Corbeil.

Le 27 mai, l'usine Farman à Billancourt est à son tour occupée. Chacun a conscience que le mouvement ne peut rester limité à ces quelques usines ; ou bien tout rentrera dans « l'ordre », ou bien le mouvement va s'étendre à toute la métallurgie. Une question revient sans cesse : que va faire Renault ?

A 9 h 30, le 28 mai, les 35.000 ouvriers des usines Renault cessent le travail et la grève Renault entraine à sa suite plusieurs dizaines d'usines de la région parisienne. Le 29 mai à midi, la liste des établissements occupés s'allonge : Farman, J.-J. Carnaud, Fiat, Citroën, Rosengart, Gnome-et-Rhône, Caudron, Chausson, Salmson et, dans l'après-midi : Brandt, Talbot, Le Matériel Téléphonique se joignent au mouvement.

Dans les entreprises, les ouvriers s'organisent ; les services de sécurité, de ravitaillement, d'entretien, de garde, fonctionnent sous le contrôle d'un comité de grève.

La bourgeoisie qui s'inquiète sérieusement a un faux espoir : le 29 mai, le syndicat C.G.T. Renault ne signe-t-il pas un accord mettant fin à l'occupation de l'usine contre des avantages négligeables ?

Le 30 mai est marqué par la fin de nombreux conflits. La bourgeoisie respire à nouveau : de 70.000, le nombre des grévistes est retombé à 10.000. Mais le 2 juin, alors que Renault et Citroën reprennent le travail, on assiste è une reprise brutale du mouvement. A midi, 66 entreprises métallurgiques sont en grève, le soid, plus de 150 sont occupées.

Les entreprises appartenant à l'industrie chimique, à l'alimentation, au textile, à l'ameublement, aux transports, se joignent au mouvement de grève et d'occupation. La métallurgie reste toujours la corporation la plus secouée, puisque 200 usines métallurgiques sont bientôt touchées et que certaines usines où le travail avait repris se mettent à nouveau en grève.

Et le 4 juin, le jour où Léon Blum est invité à former le gouvernement de Front Populaire, Renault repart, les travailleurs réoccupent l'usine.

Les nouveaux ministres radicaux et socialistes multiplient les communiqués pour convaincre les travailleurs que la situation est changée, mais ce derniers ne se laissent pas apaiser par des paroles et du 4 au 12 juin, la grève va devenir générale. Elle couvre bientôt toute la région parisienne, elle gagne la province, les grands centres industriels d'abord, les régions les plus reculées ensuite. Elle va gagner toute la classe ouvrière jusqu'aux secteurs traditionnellement les moins combatifs, jusqu'aux garçons de café et aux vendeurs des grands magasins. Alors la grève est partout.

La bourgeoisie s'effole. Le 7 juin sont signés les accords Matignon. Le patronat lâche des augmentations de salaires importantes (certains salaires très faibles vont se trouver doublés). A tour de bras des « lois sociales » sont votées : 40 h, congés payés.

Mais ces succès importants ne suffisent pas à arrêter le mouvement gréviste. Il faudra que P.S., P.C. et C.G.T. jettent tout leur poids dans la balance. Il faudra le « Il faut savoir terminer une grève » de M. Thorez pour que la bourgeoisie, une fois ses usines récupérées puisse enfin respirer.

En juin 36, la bourgeoisie française a connu l'une des plus grandes peurs de son histoire.

Les dirigeants « socialistes » et « communistes » réussirent à limiter le mouvement à des revendications économiques qui ne mirent pas le régime bourgeois en cause.

Total, quelques mois après, la bourgeoisie commença à reprendre de la main gauche ce qu'elle avait dû donner de la main droite, et trois ans après, en septembre 1939, la même Chambre élue en juin 36, interdisait les organisations ouvrières et en juin 40, remettait tous ses pouvoirs à Pétain.

Pourtant, juin 36, recelait des possibilités révolutionnaires immenses, compte tenu de la révolution espagnole. Dans le mouvement gréviste actuel qui se développe et prend l'ampleur d'un nouveau 36, les travailleurs iront-ils plus loin qu'à l'époque ?

S. GRENET.

L'ETAT FORT A DU BAISSER PAVILLON

Pour la première fois depuis bien longtemps. une partie de la puissance de l'Etat était mise en échec et l'on entendait le Préfet Grimaud sussurer sur les ondes des propos conciliants. Un des rouages du Pouvoir grinçait. Car selon la célèbre formule d'Engels le pouvoir c'est une bande d'hommes armés, plus les prisons, plus les bureaux administratifs, et une partie des bandes armées constituées par la police n'avait pu imposer la volonté de l'Etat bourgeois.

La morgue du pouvoir gaulliste, son arrogance si caractéristique disparaissait soudain. Au point de voir son premier ministre Pompidou « dialoguer » avec les « agitateurs ».

La majorité de la population ne pouvait que ressentir une joie certaine devant la démonstration concrète que ce monstrueux pouvoir loin d'être inébranlable, pliait devant la volonté de quelques milliers de jeunes décidés.

Et c'est pourquoi, tout ce que les pauvres, les travailleurs ont de rancœur contre le gouvernement explose ce 13 mai dans la rue.

Pour les travailleurs, le pouvoir qui vient de reculer devant la lutte des étudiants, c'est celui qui permet au patronat dans son ensemble de les réduire à des machines à produire des bénéfices pour les capitalistes, c'est celui qui les maintient dans la condition d'exploités, de condamnés à une dure vie de labeur pour le plus grand bien des coffres-forts de ces messieurs les capitalistes.

Ce pouvoir des riches vient de montrer qu'il n'est pas inaccessible. Au contraire. L'abattre est dans les possibilités des classes exploitées. Et c'est ce sentiment qui fait jaillir la vague de grève qui déferle sur le pays.

Ces grèves dès le départ bousculent la légalité bourgeoise. Elles se font avec occupation d'usine et donc en contestant l'autorité patronale. Car l'occupation de l'entreprise pose de fait le problème de « qui est maître » des lieux. Et à ce moment là ce sont les grévistes. Ce sont eux, qui mettent le patron à la porte quand ils ne l'enferment pas. Ce sont eux qui occupent le téléphone, qui assurent la sécurité et qui détiennent les fameux moyens de production, les machines.

La bourgeoisie le ressent fort bien. Et c'est pourquoi, elle essaiera de tromper les masses en colère. Si cette contestation du pouvoir se maintient et s'élargit, la bourgeoisie capitulera en retirant le gouvernement actuel déconsidéré et rejeté de la majoritté des travailleurs. Elle mettra en place un gouvernement composé d'hommes « de gauche » tels Mitterrand ou Mendès France.

C'est la première concession que la bourgeoisie fera.

Mais les travailleurs devront l'obliger à reculer bien au-delà.

Pour avoir un POUVOIR OUVRIER il faudra que les masses travailleuses restent mobilisées et créent leurs propres organes de pouvoir : les comités de grève dans les entreprises, les comités populaires dans les quartiers peuvent être des points de départ possibles pour construire ce pouvoir ouvrier qui sera seul capable de répondre aux aspirations de l'ensemble du pays.

F. MAIGNAN.

Un Centre d'E

TOUT comme une série d'écoles, le Collège Enseignement Technique d'Electricité Duméril (qui regroupe 500 élèves) est en grève depuis mercredi dernier. Les élèves ont obtenu partiellement satisfaction sur leurs problèmes purement internes (assouplissement de la discipline...). Maintenant, ils parlent de continuer le mouvement pour des objectifs plus généraux, comme le manque de débouchés, qui les intéresse au même titre que toute la classe ouvrière. C'est d'ailleurs ce qu'une cinquantaine d'entre eux, réunis dans une salle de l'établissement nous ont expliqué eux-mêmes.

Q. — Depuis quand êtes-vous entrés en grève ?

R. — Mercredi matin pour l'ensemble, mais mardi soir une classe avait déjà arrêté le travail, et c'est de là qu'est parti le mouvement.

Q. — Comment s'est déroulé le mouvement alors ?

R. — On s'est d'abord réuni tous ensemble dans la cour pour poser nos revendications et l'après-midi on a élu nos délégués par classe. Deux délégués dans chaque classe, c'est-à-dire trente en tout.

Et, eux-mêmes se sont réunis pour élire entre eux un bureau formé de cinq membres, deux pour la troisième, deux pour la seconde, et un pour la première année.

Le bureau se réunit en permanence. C'est lui qui établit la liaison avec les professeurs et l'extérieur.

Q. — Quelles sont vos revendications ,

R. — Au début, elles concernaient uniquement l'établissement. On a d'ailleurs fait un tract sur lequel sont consignées nos revendications.

L'essentiel portait sur :

1) L'amélioration des locaux et création d'un comité d'hygiène.

Il faut dire que notre collège est une ancienne usine désaffectée qui tombe en ruines.

Pour donner un exemple entre autres, la cantine se trouve au-dessous des W.C. et il y a encore un certain temps, ça fuyait. On reçoit encore des tas de gravats dans les assiettes. Dans certaines salles, les toits sont fissurés, alors pour éviter les inondations quand il pleut, on accroche des seaux au plafond...

2) Respect des professeurs envers

les occupations dans les entreprises

e : Babcock-Atlantique (La Courneuve), (La Courneuve), Chausson (Meudon), usson (Genevilliers)

circuler : « A 17 heures... à la cantine ».

Et, à 17 heures, les équipes qui viennent casser la croûte, se retrouvent, discutent... et s'arrêtent de travailler. La grève est commencée.

Aussitôt les grévistes décident d'occuper les bâtiments et d'attendre l'équipe de nuit.

Les patrons arrivent, tournent en rond.

Les bonzes du syndicat aussi.

A 21 heures, l'équipe de nuit arrive. Les revendications sont formulées :

— 100 F d'augmentation pour tous.

— Le 14e mois (c'est-à-dire la parité avec certains employés de la N.M.P.P.).

— La garantie de la prime d'assiduité mensuelle qui est de 150 F en cas de maladie.

— Paiement des heures de grève.

— Classification de l'emploi.

Les délégués qui essayent de faire entendre « raison » sont repoussés. Après une discussion de plusieurs heures avec les patrons, ils viendront dire aux ouvriers que le patron ne veut rien entendre, qu'il faut reprendre le travail avant de pouvoir discuter. Ils se font huer. Lancry (un des bonzes du syndicat lu Livre) doit se retirer devant l'hostilité qu'il provoque.

Ce n'est que dans la nuit de jeudi à vendredi que les délégués reprendront en mains la situation en organisant la garde de l'entreprise.

C'est ce jour-là aussi que Bobigny, une autre entreprise de la N.M.P.P. se mettra à son tour en grève et occupera les locaux.

C'est ce même jour que le patron proposera aux ouvriers une augmentation de salaire en pourcentage... laquelle, transmise par le même Lancry, vaudra de nouvelles huées aux délégués du syndicat.

HISPANO-SUIZA

CHEZ Hispano-Suiza, le mouvement a démarré vendredi spontanément, à la base. Des délégués passaient dans les ateliers poser des questions pour demander aux travailleurs ce qu'ils voulaient faire. Avant même qu'ils aient rassemblé les premières réponses, sans qu'on sache exactement comment et d'où il est parti le mouvement s'est répandu comme une traînée de poudre. Les militants accouraient visiblement affolés au local syndical. De partout les travailleurs sortaient, comme s'ils avaient attendu ce moment depuis bien longtemps. « Que faire ? » « Je suis dépassé. Cela va trop vite pour moi, avouait un délégué syndical, j'ai peur ». Dans l'après-midi, le premier moment de confusion passé, la CGT avait pris la direction des opérations. La grève était approuvée au cours d'un meeting et les modalités de l'occupation définies et organisées concrètement. Tandis que les grévistes allaient « vider » les bureaux, les chefs de service donnaient l'ordre de quitter le travail et prenaient le large rapidement sans même finir d'enfiler leur veston. Aucun directeur, n'était présent, ou du moins c'est ce qu'on répondit aux grévistes, l'exemple de Sud-Aviation Nantes et de Renault Cléon avait été compris. Le piquet de grève prenait possession de l'entreprise tandis que les travailleurs étaient invités à revenir le lendemain pour recevoir les consignes...

La grève était commencée, les revendications restaient à définir mais ce n'était pas ce qui paraissait le plus important. Vendredi, le plus important, c'était de « sortir » et d'occuper, c'était de participer à la remise en cause du régime, c'était de se libérer de tant d'années d'impuissance et de rancœur, c'était d'être les maîtres à l'usine.

LA C.S.F. (Issy-les-Moulineaux)

TOUTE la matinée de vendredi fut dominée par des discussions sur Cohn-Bendit et le discours de Pompidou. Des ouvriers se contactaient pour savoir comment était la température dans les autres ateliers. Beaucoup d'ouvriers pensaient qu'il fallait faire quelque chose. Les syndicats pressés de plusieurs côtés se réunirent et décidèrent une assemblée générale des ouvriers après la cantine à 12 h 15 et 13 h 15.

Au meeting les gars étaient chauds et ils fermèrent la porte pour empêcher les autres de sortir. Après le compte rendu de la réunion des syndicats, texte platonique n'appelant à rien de concret, un ouvrier rappela la lutte des étudiants depuis deux semaines, lutte qui avait fait reculer le pouvoir et demanda si nous ne sommes pas capables nous aussi de lutter. Un autre fait aclamer la grève illimitée sur le tas. Un troisième, rappelant le discours de Pompidou et ses menaces à peine voilées d'envoyer les CRS, proposa la grève illimitée sur le tas avec les revendications de Renault. L'assemblée vota dans l'enthousiasme la grève illimitée sur le tas. Et sur proposition du dernier orateur on se dirigea vers l'usine en scandant « Grève générale ». A 15 heures l'usine avait presque entièrement débrayé. L'occupation ne sera effective et totale qu'après le départ des rares ouvriers qui travaillent encore vers 18 h.

BABCOK-ATLANTIQUE (La Courneuve)

Vendredi matin, dès sept heures, un militant de la tuyauterie entreprend la consultation des 120 travailleurs de son atelier en expliquant que c'est le moment d'entrer en action. Tous les ouvriers, sauf trois, sont prêts à la lutte.

La consultation se poursuit à la chaudronnerie où l'idée de la grève reçoit un accueil tout aussi enthousiaste. Il est alors dix heures, plus de deux cents travailleurs ont donné leur avis, qui reflète sans équivoque l'opinion générale : il faut entrer en lutte. C'est alors que les représentants des trois organisations syndicales se réunissent. Sur l'initiative d'un militant de la C.G.T.-F.O. (d'ailleurs exclu de la C.G.T. « pour gauchisme » il y a quelques mois), un programme revendicatif est adopté :

— Pas de salaire inférieur à 1.000 F.
— Réduction du temps de travail; Retour immédiat aux 40 heures.
— Suppression des primes remplacées par le 13e mois.
— Libertés syndicales.

Le programme est proposé à la Direction qui, bien sûr, n'envisage aucune suite à y donner.

Un meeting a donc lieu à 13 h, à la sortie de la cantine où la grève illimitée est adoptée sans aucune opposition. Au même moment, les gars de « Samajor » groupés, passent devant la « Babcock ». Eux aussi viennent d'entrer en grève.

A 15 heures, un nouveau meeting a lieu pour préciser les modalités du mouvement. C'est alors que les travailleurs décident l'occupation de l'usine.

nseignement Technique en grève

les élèves, ne pas les insulter.

Avant, quand le directeur nous donnait une baffe dans la gueule il fallait encore qu'on dise merci.

3) Suppression des permanences inutiles.

On perd des tas d'heures au collège en permanence, à ne rien faire.

Q. — Comment comptez-vous faire aboutir vos revendications ?

R. — Jeudi matin il y a eu une réunion entre les professeurs et les trente délégués. On a posé nos revendications aux professeurs. Et ils nous ont tous approuvés.

Dans l'après-midi, on a reçu un tract de la C.G.T. nous demandant de nous présenter à 16 h à la Bourse du Travail pour faire une réunion de tous les C.E.T. et C.E.C. (commercial) en grève. Cent d'entre nous y étaient.

Q. — Avez-vous essayé de faire la jonction avec les autres établissements ?

R. — Oui, justement — le vendredi matin. Des petits groupes allaient dans les autres établissements, et aidaient à faire les piquets de grève.

Q. — Maintenant que vous avez mis toute l'administration des collèges de notre côté, pour ce qui est des revendications purement internes quels sont vos objectifs ?

R. — 1° Ils sont plus généraux et ils intéressent tous les collèges. On n'a pas de débouché en sortant de l'école. On ne veut pas **d'un C.A.P. de chômeur.**

2° Revalorisation de notre diplôme et dans l'ensemble, pas d'examen, mais on veut être jugé sur la moyenne de nos notes dans l'année.

3° Qu'on acquière le C.A.P. en deux ans (de toute façon en 1re année on perd son temps actuellement) et que la 3e année d'étude soit axée de façon à nous permettre d'entrer en lycée. Très peu d'entre nous sont admis dans les lycées techniques même s'ils ont le niveau, parce qu'ils sont à quelques mois du service militaire.

On réclame pour le technique le même **sursis** qu'à la faculté.

Q. — Comment comptez-vous y arriver ?

R. — Il faut d'abord remettre de l'ordre dans le collège, continuer la grève.

Il faut que le mouvement se généralise aux autres C.E.T.

Il faut aussi que les professeurs et les parents nous appuient.

On dira à tous les élèves d'acheter votre journal et de le montrer à leurs parents. Mais il ne faut pas que vous mettiez sur nous cinq lignes, comme l'a fait l'Humanité. Il faut faire de la propagande pour notre mouvement.

Nous, de notre côté, on compte soutenir la grève des professeurs prévue pour le 24 mai.

Q. — Vous ne pensez pas qu'il serait bon d'établir une liaison avec les ouvriers qui sont actuellement en grève et dont les objectifs se rapprochent des vôtres ?

R. — Si, d'autant plus que nos parents sont eux-mêmes ouvriers et ils nous soutiennent, et on sera bientôt nous-mêmes ouvriers. Mais on ne sait pas comment faire.

Et beaucoup de nos délégués ne sont pas d'accord.

La discussion amicale a dû s'interrompre parce qu'il se faisait tard d'une part, et que chacun voulait rentrer manger, mais surtout parce que trois membres du bureau sont arrivés porteurs de nouvelles d'une réunion avec les membres de la C.G.T. Disant que la C.G.T. les soutenait bien sûr, mais qu'ils devaient tout de même rester à part. Les délégués en question auraient bien aimé nous empêcher de publier ce reportage dans le journal « gauchiste » qu'est pour eux la « Voix Ouvrière ». Mais beaucoup de voix se sont élevées pour crier :

« Ça nous fera de la publicité ».

— De toute façon, on vous a élus pour représenter notre volonté, et non pas pour nous donner des ordres... »

PERMANENCE

AU SIEGE DU JOURNAL
29, rue du Château-Landon, Paris-Xe
Tous les jours de 8 heures à 22 heures

SUR LE PLAN INTERNATIONAL, LA CRISE REVELE LA FAIBLESSE DU POUVOIR ETABLI

DEPUIS quelques semaines, la situation internationale s'est rapidement et profondément modifiée. Bien que ces transformations se soient faites à des rythmes différents et sans liens directs les unes avec les autres, elles ont ceci de commun que partout le mythe de la force et de la stabilité des pouvoirs en place s'est brusquement fissuré. L'ordre établi et ses supports idéologiques et moraux s'y trouvent remis en cause. Ou plus exactement les crises de ces derniers temps ont révélé la fragilité et l'usure de ces pouvoirs.

Qu'il s'agisse des Etats-Unis, de la France, de l'Union soviétique, de l'Allemagne de Bonn, et même de l'Espagne de Franco, partout, à des degrés divers, la même impuissance est en fin de compte apparue.

En France il a suffi que 10.000 étudiants osent affronter dans la rue et dans la lutte des CRS de De Gaulle pour que le mythe paralysant du pouvoir fort s'effondre en une semaine. En 1963, les mineurs en grève avaient obligé De Gaulle à retirer son ordre de réquisition, mais le pouvoir s'en était tiré avec l'aide des syndicats par de vagues promesses et des faux-fuyants. Aujourd'hui, parce que les étudiants et leurs dirigeants ont tenu pendant des jours les forces de répression en échec, n'ont pas refusé le combat, l'espoir a jailli dans tout le pays. Les étudiants ont révélé la faiblesse du pouvoir, le 13 mai par son ampleur a révélé la profondeur et l'unanimité du mécontentement dans les masses travailleuses. Parce qu'ils étaient le nombre ce lundi dans la rue et dans la grève, les travailleurs ont repris confiance en eux mêmes et dans l'avenir, et cette explosion libératrice a précipité dans la grève illimitée des centaines de milliers de travailleurs.

Les Etats-Unis, le plus puissant et le plus riche des impérialismes ont été tenus en échec par un petit peuple héroïque qui combat pour sa liberté depuis plus de vingt ans. Les secrifices, la détermination, l'extraordinaire volonté de vivre et de vaincre qui anime les Vietnamiens, les a conduits aujourd'hui à la table des négociations et tôt ou tard les combattants du Sud y figureront à leur tour. Tenu en échec à l'extérieur, le gouvernement US est également aux prises avec les noirs américains qui, bousculant tout légalité, affirment dans la rue leur dignité et leur volonté de changement. Là encore la façade du pays prospère et tout-puissant se lézarde et laisse apparaître les contradictions explosives sur lesquelles est bâtie la société de classes.

Dans les démocraties populaires, où sous le couvert de la « libéralisation socialiste » c'est le vent d'Ouest qui souffle à nouveau, le glacis craque de toute part. L'évolution de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, la crise polonaise révèlent à leur tour la faiblesse relative de l'emprise de l'U.R.S.S. sur ces Etats qui, en dépit des apparences, sont toujours demeurés fondamentalement nationaux et dont les intérêts sont opposés aussi bien à ceux de l'U.R.S.S. qu'à ceux du socialisme international. L'U.R.S.S. laisse faire, bon gré, malgré. Et c'est un nouveau mythe qui s'effondre. Le camp stalinien lui aussi est en crise.

A un degré moindre l'Allemagne occidentale et l'Espagne voient également leur ordre remis en question et leurs faiblesses mises en lumière. L'Europe toute entière, de la Belgique à l'Italie, traverse une crise que la situation créée en France peut accélérer et approfondir.

Ce n'est certes pas la Révolution. Mais c'est une situation de crise qui renverse toutes les illusions sur la stabilité, la prospérité, la disparition progressive des contradictions en régime capitaliste et l'idéologie confuse de tous les tenants prétendument « socialistes » de l'ordre bourgeois. Nul ne peut savoir aujourd'hui quelle sera l'issue de cette crise mais c'est le devoir des révolutionnaires de toute mettre en œuvre pour qu'elle débouche sur des perspectives socialistes.

Michèle TOURNY.

IL FAUT OCCUPER L'USINE

Renouant avec une vieille tradition du mouvement ouvrier français, et à l'exemple des étudiants qui occupent leur école ou leur faculté, la plupart des travailleurs en grève occupent leur entreprise. Cette occupation doit être défendue, prônée et organisée systématiquement.

En s'emparant de l'usine, bien du patron, pour le moment du moins, les ouvriers se donnent un formidable moyen de faire pression sur lui. En occupant toutes ou la plupart des entreprises, la classe ouvrière a le moyen de faire pression sur la bourgeoisie et son gouvernement. Dans les futures négociations, ce sera donnant-donnant. S'il veut recouvrer son bien, le patron devra satisfaire les revendications minima des travailleurs.

D'autre part, l'occupation — surtout à grande échelle, comme c'est le cas aujourd'hui — rend l'intervention de la police et la répression quasi impossibles. Ce seraient les biens du patron, théâtre de la lutte, qui seraient les premiers à en pâtir. La bourgeoisie ne se résoudrait à une telle éventualité que le jour où elle serait menacée de toute manière de les perdre.

Enfin, l'occupation est un premier pas vers l'appropriation des biens de production par les travailleurs eux-mêmes. En en étant les maîtres — même si ce n'est que provisoirement et sans que les machines tournent — d'une façon consciente et organisée, pas pour les détruire mais pour les garder, ils se préparent d'une certaine manière à les prendre un jour définitivement cette fois. La contestation de la propriété privée, de la propriété capitaliste et des droits qu'elle confère aux bourgeois n'est plus du domaine des mots mais des faits.

Et, dans l'immédiat, l'occupation met à la disposition des travailleurs des locaux pour les réunions, des moyens de communication comme le téléphone, du matériel d'édition pour les tracts, etc..., c'est-à-dire les moyens matériels pour s'organiser qui manquent tant, dans la société bourgeoise, au mouvement ouvrier.

Mais le plus important, c'est que l'occupation de l'entreprise permet le rassemblement et l'organisation des travailleurs. Elle permet la mobilisation permanente et le contrôle de tous sur la lutte qui se mène et les décisions à prendre. Elle permet d'élire, de faire fonctionner, de contrôler un comité de grève, c'est-à-dire de faire l'apprentissage de la démocratie ouvrière. Elle permet de confronter leurs points de vue, de discuter de problèmes de lutte, d'envisager ensemble l'avenir et l'avenir de la société.

LE P.C.F. ET LES GRÈVES :
UNE FUITE EN AVANT

L'ATTITUDE et la politique du P.C.F. et des organisations qui en dépendent, la C.G.T. en premier lieu, est d'une importance capitale dans le développement actuel des luttes ouvrières. Bien sûr, pas plus que par le passé, le P.C. ne tient à « s'engager » sur la voie de « l'aventure », euphémisme qui traduit son rejet, sans concession, de toute politique révolutionnaire. Son but est de désamorcer l'agitation qui, si elle n'est pas insurrectionnelle pour le moment, pourrait très bien le devenir demain.

Cependant, si pour reprendre l'expression du Figaro qui, en cette occasion, ne lui ménage pas ses sympathies, un G. Séguy « substitue aux diatribes ouvrières d'antan le langage froid et ferme d'un P.D.G. », il ne semble pas que la base du Parti et du syndicat freine les luttes revendicatives. Si les premières occupations d'usine se sont faites spontanément, et si même actuellement la C.G.T. se refuse de parler de grève illimtée à l'échelle nationale, manifestement, le P.C.F. a laissé la bride sur le cou de ses militants locaux.

Il serait commode et réconfortant de parler d'un débordement de la direction par la base et, dans un certain sens, cela ne serait pas faux. Il existe un certain bouillonnement à la base que la direction n'a ni suscité, ni même voulu. Le fait important est cependant que la direction ait fait à partir d'un certain moment le choix non seulement de « laisser faire » dans un certain cadre, mais qu'elle ait demandé à ses militants de se porter à la tête du mouvement dans chaque usine où le climat est chaud.

C'est que le Parti vient de connaître une expérience désastreuse chez les étudiants. Pour la première fois, depuis longtemps, un mouvement de masse l'a débordé sur sa gauche. C'est déjà très grave pour lui, mais ce qui le serait infiniment plus, c'est que des secteurs importants de la classe ouvrière échappent à leur tour à son contrôle. Or, s'il freinait ouvertement l'explosion actuelle, ce serait au risque d'être obligé de se heurter aux secteurs les plus radicalisés de la classe ouvrière. Aussi, le choix qu'a fait le Parti consiste en une sorte de fuite à l'avant: être aussi radical que possible dans l'action, prendre toutes les initiatives en matière de déclenchement de grèves ou d'occupation d'usines, en un mot, ne jamais rester en arrière. Car, demeurer à tout prix à la tête du mouvement à l'étape actuelle, est la condition qui lui permettra de le freiner à une étape ultérieure.

Le P.C. sait que tant qu'une rupture profonde n'est pas intervenue entre lui et les masses en mouvement, malgré les méfiances, voire même l'hostilité, il est le seul à avoir le poids organisationnel et politique pour contrôler ce mouvement. Et pour éviter une telle rupture, le P.C. est prêt à aller loin, prêt à reprendre à son compte bien des revendications.

Il semble déjà l'avoir fait. Il ne semble y avoir rien de commun entre l'attitude habituelle timorée de la C.G.T. et son radicalisme actuel dans les entreprises où le climat est à la lutte.

Mais tout en prenant la direction de la lutte, le P.C. s'efforce d'en modifier le caractère et le contenu.

Le caractère radical des mots d'ordre revendicatifs et des moyens mis en œuvre sont destinés à donner le change à une évolution vers la grève insurrectionnelle politique.

Il n'est certes pas sûr que le P.C. parvienne à canaliser le mouvement et le limiter aux revendications économiques. D'autant moins que l'effervescence parmi les étudiants constitue un pôle d'attraction et un exemple malgré les tentatives de cloisonner la lutte des étudiants et celle des ouvriers.

Cependant, même sur le terrain politique, le P.C. possède une certaine marge de sécurité, à l'intérieur de laquelle il peut prétendre à la direction de la lutte.

La bourgeoisie française n'a pas épuisé ses possibilités en matière d'équipe de rechange. Elle ne s'est pas révélée incapable de gouverner. Or, tant que cela est, la question du pouvoir, même posée par le prolétariat, peut trouver un semblant de solution avec la complicité du Parti dans le cadre du régime capitaliste.

Si la nécessité de rester à la tête du mouvement de masse l'exige, il n'est pas exclu que le P.C. accepte demain de diriger des actions radicales de caractère politique. On peut se battre et même violemment pour aboutir en fin du compte à un gouvernement Mitterrand.

Evidemment, il y a des limites que le Parti ne saurait transgresser. Il ne peut en aucun cas accepter que le mouvement s'attaque aux bases mêmes du pouvoir étatique bourgeois. Il serait alors prêt à jouer son implantation et son influence sur le prolétariat pour freiner le mouvement.

Nous n'y sommes pas encore aujourd'hui. Le P.C.F. peut donc se permettre de se montrer radical, de lâcher les freins ; c'est même une nécessité pour lui afin de regagner le terrain perdu à la suite de l'explosion estudiantine.

La presse bourgeoise elle-même semble faire preuve d'une compréhension remarquable à l'égard du P.C., malgré son rôle dans l'extension des grèves. C'est qu'il ne peut jouer son rôle d'ultime sauvegarde du capital que s'il ne perd pas le contrôle du mouvement actuel. Même si cela nécessite des sacrifices de la part de la bourgeoisie, elle préfèrera payer — là encore, pour citer le Figaro — « la facture économique » plutôt que de risquer que la révolte ouvrière déborde le P.C. et devienne l'insurrection.

G. KALDY.

POUR L'UNITÉ RÉVOLUTIONNAIRE

Les révolutionnaires ne peuvent évidemment que se réjouir de la situation actuelle, ne serait-ce que pour ce motif — mais ce n'est bien sûr pas le seul — qu'elle leur donne raison d'une manière éclatante.

Raison sur les sceptiques, sur ceux qui prétendaient que la classe ouvrière n'existait plus, ou tout au moins, quelle s'était intégrée à la société bourgeoise, que la machine à laver, la voiture et le réfrigérateur avaient tué tout esprit révolutionnaire, que les traites des multiples achats à crédit rendaient même impossible toute action revendicative d'envergure.

Raison sur ceux qui prétendaient que le bulletin de vote était le plus efficace des moyens de lutte politique, et le seul utilisable. Les manifestations étudiantes, puis le mouvement de grève qui se généralise actuellement dans le pays, font trembler le pouvoir infiniment plus que tous les succès électoraux de la gauche.

Mais nous savons aussi, que malgré toute cette combativité, et tout cet enthousiasme, la classe ouvrière se retrouvera peut-être demain vaincue, et déçue, faute d'avoir eu à sa tête un véritable parti révolutionnaire.

Car c'est une vérité première, quels que puissent être les noms dont se parent les différentes organisations se réclamant des idées révolutionnaires, qu'un tel parti n'existe pas. Et il ne suffit hélas pas de constater cette vérité pour y remédier.

Mais il existe plusieurs organisations, celles que « l'Humanité » qualifie de « groupuscules gauchistes », qui se réclament des idées révolutionnaires. Et nous voulons parler non seulement de celles qui se disent trotskystes, mais également des groupes « pro-chinois », et plus généralement de tous ceux qui contestent le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie, et la société capitaliste.

L'addition arithmétique de toutes ces organisations ne suffirait pas, bien sûr, à créer le parti révolutionnaire nécessaire. Cela, nous le savons tous, n'est ni possible, ni souhaitable, car une telle fusion artificielle ne pourrait qu'amener à un éclatement encore plus rapide. Il ne saurait être non plus question que chacun mette ses idées dans sa poche, et renonce à les défendre.

Le parti révolutionnaire se créera dans la lutte. Et c'est la lutte qui permettra de vérifier les idées et la politique de chacun, c'est la lutte seule qui permettra la construction d'une organisation expérimentée, armée pour ses tâches, et trempée, qui cimentera l'unité du parti, en créant les liens de confiance fraternelle qui doivent exister entre tous les militants du parti, et entre la base de celui-ci et sa direction.

Mais cela étant dit, il est non moins évident que les possibilités d'intervention des révolutionnaires dans le mouvement actuel, et dans les mois qui viennent, que les succès que chacune de ces organisations, et que le mouvement révolutionnaire tout entier, peuvent remporter, seront grandement conditionnés par l'attitude que les différents groupes révolutionnaires sauront observer entre eux.

Il ne faut pas confondre la lutte des idées avec le sectarisme. La lutte des idées peut, et doit, être menée de façon intransigeante. Mais cela ne doit pas nous empêcher d'avoir entre nous des rapports, entre hommes et entre organisations, des plus fraternels et des plus solidaires.

Face à tous ceux qui s'emploient à déconsidérer les idées révolutionnaires, ce serait une erreur lamentable que de donner le spectacle de polémiques de bas étage, de style stalinien, pour ne pas parler d'altercations ou même d'échanges de coups au Quartier latin ou aux portes des entreprises.

Si les organisations révolutionnaires étaient capables de coordoner leur action, elles pourraient peser infiniment plus sur les événements.

Il est à tout le moins absolument nécessaire qu'elles soient capables d'éviter de donner le spectacle de querelles de boutiques sordides et mesquines.

Ceux qui ne comprendraient pas cela créeraient un tort immense, peut-être irréparable, à tout le mouvement révolutionnaire, et à eux-mêmes par voie de conséquence.

Nous sommes prêts pour notre part, à étudier toutes les possibilités de coordonner nos activités dans cet esprit, avec tout autre organisation se réclamant des idées révolutionnaires, sans la moindre exclusive.

UNE DECLARATION COMMUNE

ETANT donné les développements de la situation actuelle faisant ressentir cruellement l'absence d'une direction révolutionnaire, et considérant qu'il est indispensable d'unifier la lutte des organisations se réclamant du trotskysme, les représentants de l'Union communiste (Voix Ouvrière), du Parti communiste internationaliste (section française de la IVe Internationale) et de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire se sont rencontrés le dimanche 19 mai 1968 et ont décidé la formation d'un comité permanent de coordination entre leurs trois organisations.

Ce comité appelle toutes les organisations qui se réclament du trotskysme à s'associer à cette initiative.

Les trois organisations recommandent à leur militants d'entrer partout en contact afin de coordonner leur action.

Pour l''Union communiste,
G. KALDY, J. MORAND.
Pour le Parti communiste internationaliste
P. FRANK, M. LEQUENNE.
Pour le J. C. R.
D. BENSAID, A. KRIVINE.

L'APPEL DE POMPIDOU :
UN COUP DE BLUFF QUI N'A PAS MARCHE

LA journée de jeudi dernier aura été décisive pour le gouvernement.

En effet dans l'après-midi, les ouvriers de chez Renault-Billancourt occupaient l'usine, après ceux de Cléon de Flins et après les travailleurs de Sud-Aviation à Nantes. Le même jour les étudiants menaçaient d'une « marche sur l'O.R.T.F. » pour le lendemain soir à l'heure de la sortie du travail.

Aussi, en l'absence du général de Gaulle, Pompidou décida de s'adresser au pays.

Il le fit en deux allocutions, toutes deux lourdes de menaces, l'une diffusée à 19 h 30, et l'autre deux heures plus tard, qui nous valut l'apparition du premier ministre sur les écrans de la télévision.

Face à la montée du mouvement gréviste, face à la permanence de l'agitation étudiante, Pompidou allait tenter un chantage à « l'anarchie ».

A 19 h 30, après avoir fait état de son soi-disant « esprit de compréhension », le premier ministre déclarait : « ...le gouvernement ne pourra pas tolérer que l'ordre républicain puisse être atteint par des entreprises dirigées contre le patrimoine national et contre les intérêts légitimes de la population ».

Mais Pompidou ne défend pas « les intérêts de la population », il défend les intérêts des capitalistes, les intérêts de l'Etat bourgeois.

Et c'est cela qu'ont compris les centaines de milliers de travailleurs, qui, dès le vendredi matin, allaient d'heure en heure, occuper leurs lieux de travail.

Et c'était la seule réponse à donner au discours du premier ministre.

Car Pompidou a tenté de faire peur aux ouvriers et aux étudiants. Il a tenté de les effrayer en les menaçant : « le gouvernement fera son devoir ». parallèlement jeudi soir, il « montrait » ses flics et ses C.R.S.; les voitures de police stationnaient par dizaines à l'Opéra, au Palais Royal, devant le Sénat, aux portes de Paris. Il annonçait également le rappel de 10.000 gendarmes réservistes.

Et si la population s'était effrayée de ces menaces, les discours de Pompidou auraient atteint leur but.

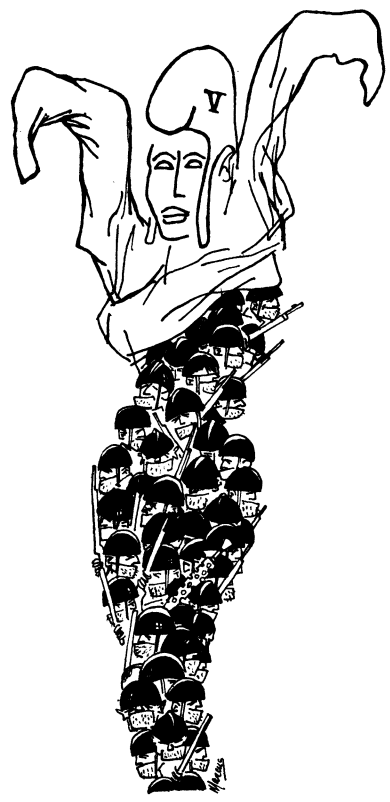
Mais bien loin d'être effrayés, les ouvriers dans toutes les villes de France donnaient une formidable gifle au gouvernement en s'attaquant à la sacro-sainte propriété privée, en occupant partout les usines.

Et cela révélait par là-même la faiblesse et la vulnérabilité du gouvernement, bien incapable de sévir contre les grévistes.

Face à un mouvement d'une telle envergure, Pompidou se trouve totalement incapable d'envoyer les C.R.S. reprendre les usines.

Et son appel à « écouter la voix de la raison », n'a servi en définitive qu'à mettre à nu un peu plus la fragilité du gouvernement gaulliste.

Catherine OLIVIER.



La Ve République toute nue

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 27 MAI

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage. 20 h 30
sur le sujet suivant :

LA REVOLTE DES ETUDIANTS ET LA CLASSE OUVRIÈRE

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

VOIX OUVRIERE
Rédaction - Administration :
29, rue de Chateau-Landon,
Paris-10e.
Parution hebdomadaire :
En vente le mercredi.
Prix : 1 F.
Abonnement :
6 mois : 15 F.
1 an 25 F
Abonnement de soutien :
6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F
Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de
Maurice SCHROEDT
C.C.P. PARIS 9424-78
Imprimerie - Composition
Duhen, rue Philippe-de-Girard
Paris-18e
Resp. pub. M. Schroedt
Impr. « Rotoffset », 77-Meaux
Distribué par les N.M.P.P.